

Difficultés dans le domaine du travail

Je tiens à dire aux auteurs de cette motion que, s'ils se rendent dans des pays tels que le Mexique ou les Bahamas, ils n'y trouveront pas de travailleurs. Ils y verront de nombreux médecins, des cadres moyens, etc., qui ont bien réussi au sein de cette société ces dix dernières années. Toutefois, il y a un malaise au sein de cette société pour la simple raison que les travailleurs ont tout juste réussi l'an dernier à marcher de pair avec l'inflation. En fait, l'indice des salaires industriels était d'environ 11 p. 100, ce qui correspond exactement au taux d'inflation depuis un an. Ces gens ont droit comme n'importe lequel d'entre nous au partage des bénéfices de la productivité de notre société. Par conséquent, je parle sérieusement lorsque je dis que j'étais ravi de voir à la Chambre aujourd'hui tant d'orateurs s'efforcer de faire disparaître ce que je considère comme un mythe du monde de la diffusion, qui se répand actuellement au pays, celui d'attribuer tous nos maux en matière d'inflation au monde du travail.

Il y a un autre passage de la motion qui m'inquiète. Le voici:

... de tolérer un système qui donne à certaines personnalités du monde syndical des pouvoirs qui dépassent leurs responsabilités.

Je ne sais trop ce que cela signifie. Néanmoins, si l'on prétend par là qu'un grand nombre de chefs syndicaux exercent des pouvoirs dépassant leurs responsabilités, je dirai que les faits démentent cette assertion. En fait, la plupart des règlements qui ont été rejetés l'ont été par les membres des syndicats. Ce sont les syndiqués qui ne sont pas satisfaits de la part qui leur revient du revenu national et de l'économie nationale. Nous devons nous sensibiliser aux problèmes des syndiqués eux-mêmes qui rejettent souvent la recommandation de leur propre bureau.

N'oublions pas que ceux qui font la grève ne prennent jamais cette décision à la légère. Ils retireront peut-être \$20 par semaine durant la grève. Quelqu'un a dit, il y a un instant, que le montant dépensé par les grévistes pour se nourrir n'était pas aussi élevé qu'il l'était naguère. Si, comme syndiqué, vous touchez \$20 par semaine, avez des paiements à faire sur la maison et des enfants à nourrir, c'est une grave décision à prendre que celle de faire la grève. Elle n'est jamais prise à la légère.

Quand des travailleurs font la grève aussi souvent qu'ils l'ont fait depuis un an, il est grand temps pour nous de songer sérieusement à notre société. On emploie de temps à autre l'expression « démocratie industrielle ». Elle paraît bien commode et il semble que nous devrions l'adopter sérieusement. Je suis heureux de voir le ministre des Postes (M. Mackasey) parmi nous, car je voudrais citer des paroles qu'il a prononcées le 14 mai devant la Canadian Direct Mail Association:

● (2130)

[Traduction]

La production, la production—c'est la vraie préoccupation du patronat. Nous voyons le comportement des employés comme quelque chose qui nuit ou aide à la production. Les employés le savent, ils savent que la vraie préoccupation du Patronat est le système—tous ces beaux propos au sujet de la démocratie industrielle ne sont qu'un petit jeu pour accroître la production. Ils ne sont pas stupides, ils savent déceler une fausse préoccupation.

Notre attitude remonte aux grands exploitants industriels. Ils croyaient dur comme fer en leur droit à un pouvoir illimité. Comme l'a dit John D. Rockefeller: « Dieu m'a donné mon argent ».

La rationalisation est à l'eau aujourd'hui, mais notre but s'est simplement élargi. Au lieu de la richesse personnelle, c'est la richesse nationale. Nous faisons des génuflexions à la croissance du PNB. Notre relation fondamentale n'est pas avec l'homme, c'est avec les choses. Ainsi, nous ne concevons pas des machines pour les besoins de l'homme, juste pour l'efficacité. Nous n'organisons pas le travail en

[M. Leggatt.]

pensant à l'homme, juste au produit. Nous traitons le travail plus humainement que nous le faisons en 1867 quand Karl Marx a exposé ce qu'il a appelé « l'opposition irréconciliable du capital et du travail », mais notre attitude n'a pas vraiment changé, le travail est encore un produit. Le système n'existe pas pour l'homme, l'homme existe pour servir le système.

C'est une critique très juste du genre de société dans laquelle nous vivons aujourd'hui. J'espère qu'en s'acquittant de ses responsabilités le ministre des Postes (M. Mackasey) essaiera d'appliquer certains de ces principes aux postiers.

Le sujet de la démocratie industrielle trouvera j'espère sa place à la table de négociations et aboutira à l'inclusion de clauses pratiques importantes dans les conventions collectives qui régiront les travailleurs à qui on demandera régulièrement de s'acquitter activement de la gestion et de fourniture de tout service—et, au ministère des Postes, c'est la livraison du courrier et les services connexes. La maladie qui a cours au ministère des Postes n'est pas seulement le résultat d'un manque de participation aux décisions de gestion; elle provient du caractère déshumanisant de l'emploi même.

Mon père a travaillé au bureau de Postes de New-Westminster pendant 36 ans. Il était fier de travailler pour le ministère des Postes. Il connaissait par cœur presque tous les parcours. Le travail était intéressant et il trouvait de la satisfaction à bien s'en acquitter. Mais il y a une différence maintenant.

On demande souvent aux travailleurs de faire des choses qui sont si routinières, si ennuyantes, si démoralisantes qu'ils s'attaquent à la machine qui les déshumanise. Le ministre des Postes a bien exprimé ce point de vue, et je le félicite d'avoir insisté sur l'aspect profondément humain du problème. C'est un problème qui grandit non seulement aux Postes, mais dans le secteur industriel de tout le monde occidental. Nous vivons dans un monde nouveau, dans un régime nouveau, et je crois que, tant que nous n'aurons pas admis les refoulements que provoque ce régime, nous serons incapables de résoudre les problèmes qui se poseront. Ce n'est pas en portant des accusations à gauche et à droite que l'on contribue à la paix industrielle.

Les sociétés où il y a eu le moins de conflits industriels et d'agitation sociale au fil des années sont celles où le sens du bien commun, où le contrat social, si vous préférez, était le mieux accepté. Nous pouvons y parvenir en faisant des expériences sérieuses de la démocratie industrielle, avec la participation aux bénéfices, ou en cessant enfin d'assimiler la négociation à un pur et simple jeu de poker. Je crois qu'il faut jouer entièrement cartes sur table. J'en ai assez de voir les deux parties en cause dans un conflit ouvrier jouer à cache-cache. Il faudrait obliger le patronat à révéler entièrement ses frais et ses profits, et de même il faudrait que les représentants syndicaux soient obligés de révéler toutes leurs sources.

L'intransigeance des ouvriers n'est pas toujours à blâmer. Souvenez-vous de la grève des manutentionnaires de céréales l'automne dernier. Ce sont les compagnies, et non le syndicat qui ont refusé le rapport de conciliation du Dr Perry. Autre exemple, les travailleurs de l'amiante actuellement en grève à Thetford. Pourquoi sont-ils en grève? Pour avoir le droit de contrôler le degré de saturation de l'air de façon à ne pas être victimes de l'amiante. Monsieur l'Orateur, je me demande combien de temps il nous faudrait pour adopter une loi sur le contrôle de la pollution par l'amiante si nous respirions tous les jours ici même de fortes quantités de poussière d'amiante et si l'on nous disait qu'à cause de cela un sur cinq d'entre nous doit mourir d'un cancer des poumons.